



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Giscard-Chirac-Mitterrand-Shah-d>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°24 > **Giscard, Chirac, Mitterrand, Shah d'Iran, Khomeyni, Saddam Hussein... et le nucléaire français**

1er juin 2004

Giscard, Chirac, Mitterrand, Shah d'Iran, Khomeyni, Saddam Hussein... et le nucléaire français

Centre nucléaire de Marcoule (Gard) le 28 juin 1974 : le tout fraîchement élu Président de la République française, un certain Valéry Giscard d'Estaing, et son premier ministre Jacques Chirac reçoivent le Shah, souverain du riche Iran.

Quelque temps plus tard, un accord est conclu pour financer la construction d'Eurodif, usine d'enrichissement d'uranium, absolument indispensable pour alimenter les 58 réacteurs nucléaires que la France va construire !

L'Iran prend 10% des parts de l'usine et prête un milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique. En échange, la France s'engage à fournir à l'Iran 10% de la production d'uranium enrichi. Jamais avares d'une bonne plaisanterie, Valéry et Jacques prétendent qu'il n'y a là que commerce de technologie civile. Le Shah d'Iran ne cache pas, lui, que l'accord prévoit aussi une aide pour lui permettre d'acquérir la bombe atomique et simultanément le statut de grande puissance régionale. Patatras ! Les USA, bienveillants jusque-là, changent d'avis et aident la révolution islamique à renverser le régime.

Les événements s'enchaînent alors :

- 5 février 1979 : l'ayatollah Khomeyni arrive à Téhéran grâce à un avion affrété par la France, où il vivait depuis des années.
- avril 1979 : le premier ministre français, Raymond Barre, inaugure Eurodif.
- septembre 1980 : l'Irak de Saddam Hussein envahit l'Iran.

Or, la France ne veut plus respecter ses engagements et livrer de l'uranium enrichi à Khomeyni. Simultanément, elle fournit massivement l'Irak en armes conventionnelles. Pire : depuis 1974, la France aide Saddam Hussein à acquérir l'arme atomique. Dès septembre 1974, un certain Jacques

Chirac, premier ministre, rencontre Saddam Hussein. Ce dernier vient en septembre 1975 à Paris pour une visite officielle qui comprend la visite du site nucléaire de Cadarache. Un accord franco-irakien est signé le 18 novembre 1975. Si Saddam Hussein n'a pas réussi à fabriquer de bombes atomiques, ce n'est pas à cause de la France, qui n'a pas ménagé ses efforts pour aider le dictateur ! Mais, au début des années 80, personne ne sait si Saddam va réussir ou échouer. En pleine guerre contre l'Irak, c'est insupportable pour l'Iran qui, logiquement, exige de la France qu'elle respecte ses engagements : fourniture d'uranium enrichi et remboursement d'un milliard de dollars.

De 1983 à 1986, des bombes explosent dans de grands magasins parisiens. Des journalistes sont enlevés au Liban. Aux citoyens, on explique que de méchants islamistes veulent du mal à la civilisation occidentale, et on cache la responsabilité écrasante du lobby nucléaire.

Le 17 septembre 1986, la France verse 330 millions de francs à l'Iran et, simultanément, le journaliste Marcel Carton est libéré. Mais, toujours le même jour (oui, vous lisez bien : le même jour ! Quel hasard !), le PDG de Renault, Georges Besse, est assassiné par Action directe. Certes, il s'agissait certainement de la part de cette organisation de «punir un grand patron». Mais, semble-t-il, Action directe était manipulée : l'Iran exigeait de la France l'application de la partie nucléaire de l'accord passé du temps du Shah. Or Georges Besse n'était PDG de Renault que depuis quelque temps. Auparavant, il était tout simplement...l'homme qui avait dirigé la construction et les premières années de fonctionnement de l'usine Eurodif ! Est-il besoin d'en rajouter ?

6 mai 1988 : entre les deux tours de l'élection présidentielle, le premier ministre Jacques Chirac assure l'Iran de «garanties politiques sur l'octroi sans restrictions par le gouvernement français de licences d'exportation d'uranium enrichi». Les otages français au Liban sont «miraculeusement» libérés. Mitterrand, Chirac, Giscard, Barre personne n'a dit la vérité aux français ; les petites aventures du lobby nucléaire français nous coûtent cher. En argent, et en sang.

Mme Lauvergeon n'en a cure. Avec le plus grand des mépris, elle a décidé de faire construire une nouvelle usine d'enrichissement d'uranium, et de l'appeler... «Georges Besse 2». Il faudrait savoir ce qu'en pensent les survivants des attentats des années 80 à Paris et les familles des victimes. Mais la PDG d'Areva se veut rassurante : l'Iran ne sera pas actionnaire de cette nouvelle usine. On oublie tout et on repart pour cent ans de nucléaire ?

Stéphane Lhomme